



Le Maroc, modèle pour la transition énergétique en Afrique grâce à des financements innovants

Le Maroc, modèle pour la transition énergétique en Afrique grâce à des financements innovants. Avec son expertise en énergies vertes et un profil économique favorable, le Maroc se positionne comme un modèle pour attirer les financements innovants nécessaires à la transition énergétique en Afrique. Le récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) intitulé « Investissement dans les énergies propres pour le développement en Afrique » met en lumière le rôle crucial des financements concessionnels et mixtes pour aider les pays africains à atteindre leurs objectifs énergétiques et climatiques. Le rapport indique que l'Afrique a besoin d'investissements énergétiques annuels dépassant 240 milliards de dollars d'ici 2030, dont environ 30 milliards par an en financements concessionnels pour mobiliser les capitaux privés nécessaires. Le Maroc, grâce à son expérience dans les énergies renouvelables et son profil économique, pourrait bénéficier de ces mécanismes de financement innovants. En 2022, le Maroc a reçu entre 100 et 200 millions de dollars d'Aide publique au développement (APD), selon les données de l'OCDE citées par l'AIE. De plus, le Royaume est activement impliqué dans trois des sept principales initiatives énergétiques du G7 en Afrique, démontrant son engagement et sa crédibilité sur ces questions. Avec une stratégie ambitieuse visant à atteindre 52% d'énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030, le Maroc multiplie les projets solaires, éoliens et investit également dans l'hydrogène vert. Ces initiatives peuvent bénéficier de financements concessionnels tels que les prêts bonifiés, les



garanties de premier rang et les financements mixtes combinant capitaux publics et privés. Cependant, le rapport souligne que ces financements sont souvent captés par les banques multilatérales de développement au détriment des investissements privés. Le défi pour le Maroc sera donc d'attirer ces financements de manière optimale en s'appuyant sur son cadre réglementaire favorable et son expérience des partenariats public-privé. En jouant un rôle de pionnier dans ce domaine, le Maroc pourrait servir de modèle en Afrique, démontrant comment mobiliser efficacement des financements innovants pour un développement énergétique durable et inclusif. Cette réussite marocaine contribuerait grandement aux objectifs de l'initiative «Énergie pour la croissance en Afrique» portée par le G7. Pour répondre aux besoins énergétiques croissants de l'Afrique, l'AIE recommande un quasi-triplement des investissements énergétiques annuels sur le continent à plus de 240 milliards de dollars d'ici 2030. Les financements concessionnels et mixtes sont essentiels pour attirer les investissements privés indispensables, en atténuant les risques grâce au co-investissement ou au financement mixte. L'AIE estime que 30 milliards de dollars par an sont nécessaires jusqu'en 2030 pour tripler les financements privés, en utilisant le minimum de fonds bonifiés pour maximiser les capitaux privés mobilisés. Malgré les progrès du financement mixte en Afrique subsaharienne, son impact reste limité, souvent utilisé par les institutions financières multilatérales pour désensibiliser leurs propres capitaux plutôt que pour catalyser les investissements privés. Une meilleure structuration et un rééquilibrage vers les garanties, qui mobilisent davantage de fonds privés avec moins de ressources concessionnelles, sont nécessaires. Sur le front des énergies émergentes comme l'hydrogène vert, des pays africains comme la Namibie, l'Égypte, le Maroc et l'Afrique du Sud sont des pionniers dans l'utilisation des financements concessionnels et mixtes. La Namibie a mobilisé 579 millions de dollars de la Banque européenne d'investissement pour un projet d'ammoniac bas carbone de 10 milliards de dollars. Avec 80 milliards de dollars d'aide publique au développement en Afrique, dont 6% pour l'énergie, les pays du G7 ont des leviers financiers et institutionnels importants. Cependant, un rééquilibrage au profit des pays les plus pauvres, très dépendants de l'aide au développement, est nécessaire pour leur transition énergétique. En fin de compte, une coordination renforcée des acteurs publics et privés, bailleurs et bénéficiaires, est indispensable pour déployer ces instruments à plus grande échelle. Seule une mobilisation concertée permettra de transformer les promesses en réalités et de répondre à l'appel de l'AIE pour lever l'injustice de l'accès à l'énergie en Afrique. Le 26/06/2024 Rédaction de l'AMDGJB Géoparc Jbel Bani www.darinfiame.com www.cans-akkanaitsidi.net www.chez-lahcen-maroc.com